

Nations unies - Bosnie-Herzégovine
- Intervention du coordinateur
politique adjoint de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité

(New York, 06 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie le Haut-représentant pour la Bosnie-Herzégovine, M. Valentin Inzko, pour sa présentation éclairante sur les derniers développements, notamment dans le processus électoral.

Monsieur le Président,

Les citoyens de Bosnie-Herzégovine se sont rendus aux urnes le 7 octobre dernier pour élire leurs représentants au niveau des cantons, des assemblées parlementaires et des présidences. Nous pouvons nous féliciter, plus de 20 ans après un conflit meurtrier auquel les accords de Dayton-Paris ont mis un terme, de l'organisation de ces élections jugées "libres" par les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Les nombreuses irrégularités, signalées dans le rapport du Haut-représentant, méritent toutefois notre attention afin d'éviter qu'elles se reproduisent lors de prochains scrutins.

À la suite de ces élections, les nouvelles autorités seront confrontées à trois priorités.

1/ La première, essentielle pour l'avenir du pays, est la cohésion nationale. Comme signalé par le Haut-représentant et par plusieurs membres de ce Conseil, les provocations et les polémiques lancées par certains dirigeants politiques contribuent à attiser les tensions intercommunautaires et sapent les efforts visant à créer un climat de confiance entre les communautés.

Il est de la responsabilité des nouveaux dirigeants de rejeter les discours et les prises de position qui sont de nature à rouvrir les plaies du passé. À ce titre, près d'un an après la clôture du tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et la création d'un mécanisme résiduel, la France condamne fermement l'apologie des crimes et des criminels de guerre, quelle que soit leur communauté d'origine. Il est inadmissible qu'après des actes inhumains - et nous avons tous, entre autres, en mémoire, le génocide de Srebrenica - des hommes politiques continuent d'ériger en exemple les responsables des crimes les plus graves qui soient.

Consolider la cohésion nationale nécessite plus que jamais de progresser vers un

fonctionnement plus consensuel des institutions de la Bosnie-Herzégovine. Nous saluons à ce titre les amendements apportés au code de procédure pénale, qui représentent un exemple, trop rare, d'une approche constructive.

2/ Cette cohésion nationale aura nécessairement pour fondement la justice. C'est la deuxième priorité, non moins essentielle, sur laquelle je souhaite revenir. En effet, l'Etat de droit et le respect des droits de l'Homme ne sont pas un luxe auquel seuls pourraient prétendre les pays prospères. C'est au contraire la condition d'un développement économique et social juste et durable, de la vitalité de la société civile et de la stabilité des institutions. La France appelle donc tous les acteurs politiques à respecter les décisions prises par les juridictions nationales et internationales, y compris sur la question de la réforme électorale, dans l'intérêt de la Bosnie-Herzégovine et des citoyens bosniens.

D'autre part, il est essentiel de progresser dans la lutte contre la corruption et la criminalité organisée et de s'assurer ainsi que toutes les enquêtes soient menées dans la plus grande impartialité. Nous attendons des autorités bosniennes des mesures fortes contre un phénomène de corruption qui alimente la défiance à l'égard des autorités, et incite les plus jeunes générations à continuer de quitter le pays. Le Haut-représentant vient de rappeler les chiffres de ces départs qui sont un indicateur préoccupant pour l'avenir du pays.

3/ Ceci m'amène à la troisième et dernière priorité, qui est la perspective européenne. La France s'associe à cet égard à la déclaration qui sera prononcée par la délégation de l'Union européenne devant ce Conseil. La perspective d'une intégration dans l'Union européenne, le moment venu, lorsque les conditions en seront remplies, est le prolongement de l'engagement, massif et multiforme, de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine. Au coeur de cet engagement, l'opération EUFOR ALTHEA, à laquelle nous venons de renouveler notre soutien collectif et qui doit poursuivre sa transition s'agissant de ses tâches non-exécutives, continue de contribuer à la stabilisation du pays. Les services européens compétents, quant à eux, redoublent d'efforts pour soutenir la Bosnie-Herzégovine dans son rapprochement avec l'Union européenne et préparer un avis sur la candidature de la Bosnie-Herzégovine à l'adhésion à l'Union européenne.

Il appartient aux responsables politiques bosniens de mettre en oeuvre les réformes nécessaires, notamment dans les domaines de l'Etat de droit, des droits de l'Homme et du développement économique et social, afin de progresser dans leur cheminement européen. Dans cette perspective, nous encourageons les responsables politiques bosniens à privilégier un processus de décision consensuel.

Monsieur le Président,

Au moment où nous commémorons le centenaire de la fin de la Grande Guerre, nous avons la responsabilité de porter le souvenir des violences inhumaines qui ont ravagé l'Europe au cours du siècle dernier, et de défendre, avec force et conviction, un esprit de réconciliation. Il ne s'agit pas seulement d'un idéal, mais aussi d'une pratique - la France l'applique pour sa part au quotidien avec l'Allemagne. Nous encourageons les dirigeants de Bosnie-Herzégovine à s'engager résolument dans cette voie avec pour seul objectif l'intérêt de tous les citoyens bosniens. Je vous remercie./.

